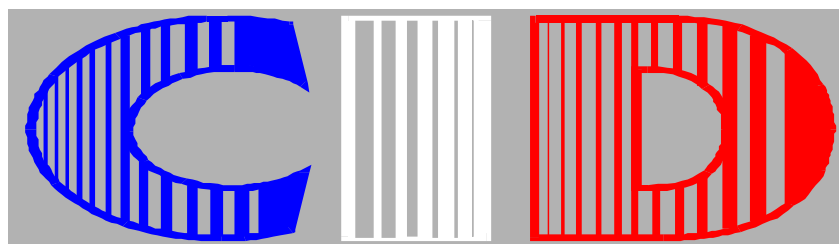


COLLEGE INTERARMEES



D E D E F E N S E

L'IDENTITE NATIONALE BULGARE ET L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE

Mémoire de géopolitique

du lieutenant-colonel Dimitar GOGOV

**dans le cadre du séminaire
« Nation et nationalisme »**

Directeur : Monsieur Pierre SERVENT

Avril 2002

L'IDENTITE NATIONALE BULGARE ET L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : L'ORIGINALITE DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE

La nation et l'identité nationale comme phénomènes fondamentaux de la société
humaine

L'identité européenne – nouveau phénomène de l'Europe contemporaine

Création et évolution de l'identité nationale bulgare

DEUXIEME PARTIE : L'EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE ET LE PROCESSUS DE L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE

Les dimensions essentielles et les perspectives de l'intégration euro-atlantique

L'intégration euro-atlantique comme choix stratégique de la Bulgarie

L'impact du processus de l'intégration euro-atlantique sur l'évolution de l'identité
nationale bulgare. Essai de perspectives

INTRODUCTION

A partir de la chute du Mur de Berlin, le monde est entré dans une nouvelle phase de son développement. Les pays de Europe du Sud-est ont commencé la construction de systèmes démocratiques de gestion dans les domaines politique et économique.

Malgré les sérieuses difficultés auxquelles est confronté leur développement, ils rallient successivement et opiniâtement les principes de la démocratie.

A l'aube de XXI-e siècle les perspectives d'évolution sont bonnes.

Après la chute du régime communiste en Bulgarie à la fin de 1989, ce pays a parcouru un chemin ardu et contradictoire jusqu'au début du développement de la démocratie dans tous les domaines de la vie.

Après la lourde crise économique à la fin de l'année 1996 et le changement de gouvernement, les nouveaux dirigeants de l'Etat ont déclaré catégoriquement la volonté du pays d'intégrer avec les structures euro-atlantiques.

Naturellement a surgi la question du rôle et de la place de l'identité nationale dans ce processus.

L'héritage de la période du régime communiste est lourd sur le plan ethnique en Bulgarie. Dans ce domaine une part considérable des décisions de la classe politique de cette époque a créé des problèmes majeurs. De plus, dès l'aube des changements démocratiques à la fin de 1989, la « carte nationaliste » a été utilisé par les dirigeants du Parti communiste pour la réalisation d'objectifs égoïstes. Malgré cela, le peuple bulgare a manifesté de la sagesse et de la maturité et n'a pas admis d'excès liés à la tension dans les relations entre ethnies.

Logiquement, l'identité nationale est devenue un objet d'attention importante pour les différentes couches de la société bulgare.

Dans le contexte des conflits sérieux en Péninsule balkanique, la question du développement et du rôle de l'identité nationale a acquis un importance considérable pour la réalisation avec succès de l'objectif général de Bulgarie- l'intégration euro-atlantique.

Pour s'en convaincre, il conviendra dans un premier temps de faire un point sur la création et sur le développement de l'identité nationale en général puis en Bulgarie en particulier.

Il sera alors possible de tenter de comprendre dans une deuxième partie l'importance du développement de l'identité nationale bulgare dans le processus de l'intégration euro-atlantique du pays.

C'est à partir de ces éléments qu'il sera alors possible de porter un jugement sur l'actuelle phase d'évolution de la Bulgarie puis d'esquisser une approche prospective du problème.

PREMIERE PARTIE : L'ORIGINALITE DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE

Chaque pays a son histoire unique, ses idéaux nationaux et ses visions de leur réalisation. L'évolution des relations internationales après la Seconde guerre mondiale et, particulièrement après la Guerre froide, a conduit de plus en plus l'augmentation de leur dépendance par rapport à des valeurs communes. De fait, cela influe sur le développement des pays et des nations et sur l'identité nationales.

1.1. LA NATION ET L'IDENTITE NATIONALE COMME PHENOMENES FONDAMENTAUX DE LA SOCIETE HUMAINE

1.1.1. LA CONSTRUCTION DES NATIONS MODERNES

1.1.1.1. L'IDEE DE LA FORMATION DE LA NATION

Les nations modernes n'ont pas été construites comme le racontent leurs histoires officielles. Leurs origines ne se perdent pas dans la nuit des temps, dans ces âges obscurs et héroïques que décrivent les premiers chapitres des histoires nationales. La lente constitution de territoire au hasard des conquêtes et des alliances n'est pas non plus genèse des nations : elle n'est que l'histoire tumultueuse de principautés ou de royaumes. La véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver. Les premiers exemples de nations au sens moderne, c'est à dire politique ne sont pas antérieurs au XVIII-e siècle. L'idée, de fait, s'inscrit dans une révolution idéologique. La nation est conçue comme une communauté large, unie par des liens qui ne sont ni la sujétion à un même souverain ni l'appartenance à une même religion ou à un même état social. Elle n'est pas déterminée par le monarque, son existence est indépendante des aléas de l'histoire dynastique ou militaire. La nation ressemble fort aux théories du contrat social et peut seule conférer la légitimité du pouvoir. Mais elle est plus que cela. Le peuple est une abstraction, la nation est vivante.

1.1.1.2. L'EXISTENCE DE LA NATION- PLEBISCITE DES TOUS LES JOURS

On connaît bien la définition de Renan : « L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours »¹ Ce qui fait la nation, selon Renan, « c'est un riche legs de souvenir », « comme l'individu, c'est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements ». Et Renan de préciser : « Le culte des ancêtres est de tous le plus légitime ; les ancêtres nous ont fait ce que nous sommes. » L'objet du plébiscite, en fait, c'est un héritage, symbolique et matériel. Appartenir à la nation, c'est être un des héritiers de ce patrimoine commun et indivisible, le connaître et le révéler. Les bâtisseurs de nation, par toute l'Europe, n'ont cessé de le répéter.

Tout le processus de formation identitaire a consisté à déterminer le patrimoine de chaque nation et à en diffuser le culte

Le résultat de la fabrication collective des identités nationales n'est pas un moule unique, mais bien plutôt, selon l'expression provocatrice du sociologue Orvar Løfgren² une sorte de kit en « do-it-yourself » : une série de déclinaisons de l' « âme nationale » et un ensemble de procédures nécessaires à leur élaboration. Les éléments symboliques et matériels que doit présenter une nation digne sont les suivants : une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série de héros parangons des vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles hymne et drapeau –et des identifications pittoresques – costume, spécialités culinaires ou animal emblématique. Les nations qui ont accédé récemment à la reconnaissance politique, et surtout celles qui en sont encore à la revendiquer, témoignent bien, par les signes qu'elles prodiguent pour attester leur existence, du caractère prescriptif de cette « check-list » identitaire.

La nation naît d'un postulat et d'une invention. Mais elle ne vit que par l'adhésion collective à cette fiction. Les tentatives avortées sont légion. Les succès sont les fruits d'un prosélytisme soutenu qui enseigne aux individus ce qu'ils sont, leur fait devoir de s'y conformer et les incite à propager à leur tour ce savoir collectif. Le sentiment national n'est spontané qui lorsqu'il a été parfaitement intériorisé ; il faut préalablement

¹ Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation ? », Conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882, Première publication : *Bulletin hebdomadaire*, Association scientifique de France, 26 mars 1882 ; dans *Ouvres complètes*, Paris, Calmann- Lévy, 1947(édition établie par Henriette Psychari), tome I, section « Discours et conférences »

²Orvar Løfgren, « The Nationalisation of Culture », dans *National Culture as Process*, rééd de *Ethnologica Europea*, XIX, I, 1989, p.5-25.

l'avoir enseigné. La mise en point d'une pédagogie a été le résultat d'observations intéressées sur les expériences menées dans d'autres nations et transposées lorsqu'elles semblaient efficaces.

Tant d'échanges croisés indiquent bien que la construction identitaire nationale n'ait pas été associée à une forme de gouvernement précise. Par exemple la Révolution française a donné à la nation une souveraineté absolue et fait de la République son expression politique. Mais dans la plupart des cas la nation émergente est parvenue à l'existence étatique dans un cadre monarchique : quand les rapports des forces internes et internationales excluaient une organisation de type républicain, il a pu s'établir une sorte de compromis historique qui maintenait ou installait un roi ou un empereur. Le monarque apparaissait dès lors non comme le descendant d'une dynastie qui imposerait son pouvoir à des sujets mais comme le représentant par excellence de la nation. A charge pour lui de s'investir dans cette fonction et de prodiguer tous les signes de son appartenance à la communauté nationale. La « nationalisation » des monarques à partir du XIX-e siècle est flagrante dans les iconographies officielles et l'organisation des cérémonies qui inscrivent la personne du souverain au sein de la symbolique identitaire. Bien évidemment ce n'est pas un hasard si les descendants de la maison germanique de Hanovre ont été amenés, sous le coup de l'exacerbation nationaliste engendrée par la Première Guerre mondiale, à troquer leur nom dynastique pour celui de Windsor, à la consonance indubitablement britannique. Les régimes les plus internationalistes, selon leur idéologie officielle, ont aussi abondamment mis en scène la symbolique nationale : les républiques socialistes d'Europe centrale et orientale ont intensément pratiqué le « folklorisme d'Etat ». Par exemple la Roumanie de Ceausescu a poussé à ses limites le culte des grands ancêtres daces et la célébration de l'âme nationale.

1.1.1.3. LA FORMATION DES NATIONS ET LA MODERNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

La formation des nations est liée à la modernité économique et sociale. Elle accompagne la transformation des modes de production, l'élargissement des marchés, l'intensification des échanges commerciaux. Elle est contemporaine de l'apparition de nouveaux groupes sociaux. Le volontarisme conscient et militant à l'œuvre dans les élaborations identitaires montre bien cependant qu'elles ne sont pas la conséquence spontanée de bouleversements dont elles sont l'indispensable corollaire. Un espace

économique n'engendre pas *ipso facto* un sentiment d'identité commune parmi les individus qui y participent.

Au demeurant, l'idée même de nation semble *a priori* aller à rebours de toute prise en compte de la modernité, puisque son principe repose sur le primat d'une communauté atemporelle dont toute la légitimité réside dans la préservation d'un héritage. Mais c'est sans doute parce qu'elle relève du conservatisme le plus absolu, le moins contingent, que la nation s'avère une catégorie politique éminemment apte à supporter l'évolution des rapports économiques et sociaux. Tout peut changer, hormis la nation : elle est le référent rassurant qui permet l'affirmation d'une continuité en dépit de toutes les mutations. Le culte de la tradition, la célébration du patrimoine ancestral ont été une efficace contrepoids permettant aux sociétés modernes d'effectuer des mutations radicales sans basculement dans l'anomie.

1.1.2. LA NATION – EMANENCE SUPERIEURE DE L'INTERÊT COLLECTIF

La nation, parce qu'elle instaure une fraternité laïque et par conséquent une solidarité de principe entre les héritiers des mêmes legs indivisible, affirme l'existence d'un intérêt collectif. Elle est un idéal et une instance protectrice, donnée pour supérieure aux solidarités résultant d'autres identités : de génération, de sexe, de religion, de statut social. Le nationalisme intégral qui définit l'individu par sa seule appartenance nationale, déclare illégitimes les groupements, partis, syndicats fondés sur d'autres référents. Il les fustige comme antinationaux et dénonce en leurs responsables des individus extérieurs à la communauté nationale qui fomenteraient en fait sa perte. Mais à l'exception de ce nationalisme d'exclusion, les formations politiques ou idéologiques établissent généralement une relation complexes entre l'identité nationale et les autres déterminations identitaires. L'existence d'un héritage commun, mythe nécessaire, fait rarement l'objet d'une mise en cause : c'est sa composition qui varie selon les options politiques et dans le temps. Les conflits peuvent de ce fait se traduire par des controverses sur la composition du patrimoine, des ajouts ou des retranchements dans cet ensemble éminemment plastique. Des ossements blanchis depuis des décennies ou des siècles entrent au Panthéon sous le coup d'un changement de majorité parlementaire qui les promeut brusquement en reliques symboliques du génie de la patrie. Mais les grands hommes promis à l'éternité nationale peuvent aussi mourir une seconde fois, d'oubli, et éventuellement renaître à la faveur d'une nouvelle conjoncture politique. Dans ce sens, l'affirmation d'Arnold Van Gennep : « Il est peut-être regrettable au point

de vue pratique que la population de l'Europe ne soit pas une comme race, langue et aspiration ; mais elle ne l'est pas ; et les groupes différenciés qui y subsistent ne semblent disposés ni les uns ni les autres à s'assimiler réciproquement, ni capables de s'anéantir à jamais dans le sein d'un seul d'entre eux.³ » est tout à fait actuelle aujourd'hui et correspond à la de notion d'identité nationale.

1.1.3. L'IDENTITE PERSONNELLE DES INDIVIDUS ET L'IDENTITE NATIONALE DE L'ENSEMBLE

1.1.3.1. L'IDENTITE AU SENS PSYCHOLOGIQUE

Au sens psychologique l'identité est le caractère de ce qui est le même en tant que le même s'oppose au différent. La même demeure stable et non changeant. Les objets ou les concepts peuvent donc demeurer identique dans le temp. Il existe un principe d'identité d'usage purement formel qui l'on énonce ainsi « ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas », en fonction de quoi on admet, par exemple, qu'un même terme doit toujours représenter un même concept au cours d'un raisonnement et, plus logiquement encore, que les notions de vrai et de faux que l'on associe à l'entité sont invariables, intemporelles. Il n'en va pas de même de l'unité du sujet. Ainsi, rapporté à la personne le concept d'identité peut être associé à un principe d'individualisation, que Locke assimile à « l'existence elle-même, qui détermine un être, quel qu'il soit, en un temps et en un lieu particuliers ; incommunicables à deux êtres de même nature⁴ ». Il y a unicité du même, au sens où il n'existe pas deux êtres identiques.

Mais on pourrait considérer que l'identité du sujet se réfère plutôt à la propriété qu'ont les individus de rester les mêmes tout au long de leur vie. Il n'en est rien non plus. En effet, le sujet évolue en permanence, dans toutes les composantes de son entité physique et psychologique. Considérée d'un court moment à l'autre, cette évolution demeure pourtant imperceptible, au moins pour le profane et bien souvent pour le sujet lui-même. En définitive, le sujet, au mieux, croit rester le même aux différents moments de son existence. Pour peu qu'on puisse la circonstance sciemment, ne serait-ce qu'à un niveau ontogénétique, l'identité semble devoir en fait être considérée comme un processus dynamique et sans doute dialectique, plutôt que comme un état.

³ Arnold Van Genner, *Traité comparatif des nationalités*, Paris, Payot, 1922, p.24.

⁴ *ENCYCLOPEDIE BORDAS. VOLUME V HAFID – LIS.*

Pour sa part, l'identité nationale possède tous les éléments de la conscience individuelle qui la détermine comme attribut de la personnalité appartenant à une nation à une société.

1.1.3.2. « QUE SUIS-JE ? » OU UNE IDENTITE DOUBLE

De-ce raisonnement émerge une question très importante. Notamment, celui de la prise de conscience d'une double identité, identité personnelle des individus et identité nationale de l'ensemble. C'est l'importante question du « Que suis-je ? », permanente chez tous les peuples « en construction nationale », et qui ne reçoit de solution, avec les soins de l'Etat et la volonté d'être de ces populations, qu'avec le temps. Les hommes des nations « faites » s'étonnent de cette question, car leur identité ne constitue, ni pour eux, ni pour leur nation, un problème. Il est intéressant de calculer combien de fois un Slovaque né au début du siècle dernier ou un Bosniaque d'avant l'annexion de 1878 ou certains groupes ethniques situés en Amérique latine ou en Afrique ont changé de nationalité. De plus, il n'est pas besoin de s'étendre sur le nombre considérable d'ethnies englobées dans les Etats afro-asiatiques. Tout cela est aggravé par la confusion de deux concepts, cependant bien différents : nationalité et citoyenneté. Psychologiquement, l'ambiguïté des appartenances successives complique encore la « discohérence » issue des divergences culturelles conduisant à des structures mentales parallèles et donc ne se rencontrant que dans l'infini humain, si l'on peut dire, mais dont chaque série représente une conscience. Le bilinguisme empirique de fait, contribue à maintenir cette dis- cohérence et à compliquer la solution du « Que suis-je ? ». Il en va de même quant à l'identité nationale de nations non pas sans histoire- argument trop souvent repris-, mais sans histoire écrite et au sein de laquelle formes précoloniales, formes coloniales, formes indépendantes proclamées mais non encore vécues, interfèrent d'une manière discontinue : on ne récupère pas le passé- cette «récupération»qui est pourtant l'un des moteurs des indépendances- comme on retrouve un trésor caché. Ce passé, en vue de l'identité nationale, est, pour les nations «en construction », à reconstruire. Tous les vagues sont connu, et les nations « faites » connaissent, cette reconstruction historique, qui doit passer du discontinu de l'événement au continu de la culture globale, l'un des fondements de l'identité nationale.

1.2. L'IDENTITE EUROPEENNE-NOUVEAU PHENOMENE DE L'EUROPE CONTEMPORAINE

1.2.1. L'IDEE DE L'IDENTITE EUROPEENNE

Selon Ernest Renan « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera⁵. Le processus de déroulement historique du «vieux continent » a éprouvé d'une manière catégorique sa perspicacité. En plus, ce processus s'est déroulé sous le signe de l'idée européenne. Logiquement elle a évolué décisivement pendant le période de la Guerre froide. La création d'une communauté nouvelle au sein de l'Europe est devenue un facteur majeur de la transformation de l'espace européen vers un modèle de développement futur des relations entre Etats, entre nations et entre hommes.

Cette tendance positive a continué après la chute du Mur de Berlin. Tout à fait naturellement à cette époque, les pays ex-communistes de l'Europe Centrale et du Sud-est ont déclaré leur volonté de devenir membres de l'ensemble économique, politique et culturel européen. Réellement, il s'est fondé comme conséquence une substance spirituelle- l'identité européenne. Le témoignage de ses composantes dans toutes les sphères de la vie des citoyens de l'Europe est une partie indivisible de leur mentalité.

Les héros de leur histoire identitaire sont toujours vivants ; on peut les croiser sur les autoroutes de l'information. Ossian et Vuk Karadzic, le *Barzaz Breiz*, le *Kalevela* et le *Kalevipoeg*, les Ceites et les Daces, les musiques traditionnelles et les artisanats nationaux sont sur le Net. Leur cuber vie reflète les enjeux et les conflits contemporains. *Celtic Legacy*, *Dance of the Celts*, *BarzazBreiz-C'Hoazh Hag* : de gigantesques catalogues permettent d'acheter sur Internet, *via* un ordinateur domestique, des CD de musique celtique Des sites spécialisés fournissent à l'amateur toutes les informations utiles et des critiques sur les productions récentes. La musique traditionnelle est aujourd'hui florissante : en témoigne la multiplication des festivals qui attirent des milliers de spectateurs. Une fois encore, le recours au vieux patrimoine européen sert l'offensive contre une hégémonie culturelle, actuellement celle des Etats-Unis. Mais c'est surtout sous les espèces d'un multiculturalisme de la tradition que s'élabore une forme musicale qui rompt avec les standards de la musique nord américaine. Biniou breton et violon tzigane, chœurs bulgare et polyphonies corses, airs scandinaves et

⁵ Ernest Renan, « Qu'est-ce qu'une nation », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882.

écossais : ils se succèdent dans les programmes des festivals et sont même souvent mêlés pour des compositions entièrement nouvelles. S'y ajoutent éventuellement les instruments et les rythmes de musiques arrivées en Europe avec l'immigration : les tambours africains et le raï arabe font la jonction avec la musique celtique et occitane. Meltingpot transseuropéen et transhistorique : le guitariste d'un groupe de rock gothique italien s'appelle Ossian, le bassiste Viad et le joueur de synthétiseur Silent Bard. Mais la création d'un nouveau patrimoine identitaire par l'interpénétration des composantes coule d'une manière contradictoire. Par exemple les extrêmes droites nationalistes ont investi -elles aussi les legs ancestraux : des chansons rocks exaltent les Vikings, les Celtes ou les Germains, voire les dieux du Panthéon nordique, et les enrôlent dans le combat raciste contre les immigrés. Quant à la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, qui a inventé la Padanie et l'a pourvue en quelques années d'une histoire et d'une culture « nationale », elle relance la thèse, déjà avancée à la fin du siècle dernier par des folkloristes piémontais, d'une dualité de peuplement de l'Italie : le Nord étant, bien sûr, issu des Celtes. Les druides, victimes des envahisseurs étrangers et de l'intolérance catholique romaine, sont convoqués par les militants padaniens dans le combat antifiscal.

La guerre Daces fait rage sur Internet : des sites hongrois attaquent la théorie de la continuité daco-roumaine, pendant que des sites roumains énumèrent les preuves du peuplement ininterrompu du territoire nationale depuis les grands ancêtres. Le combat linguistique à propos de l'ex-Yougoslavie n'est pas moins vif. Quantité de sites croates expliquent longuement, avec force citations, que le nouvel Etat- nation a une langue propre, attestée depuis le haut Moyen Age et radicalement différente du serbe ; Vuk Karadzic, créateur du serbo-croate, est dénoncé comme l'un des premiers activistes de l'impérialisme panserbe. Le grammairien, honoré sur les sites serbes comme l'une des figures majeures de l'histoire culturelle nationale, est vilipendé sur les sites monténégrins comme celui qui a été incapable de distinguer l'originalité de la langue monténégrine et l'a laminée dans sa réforme. Bien évidemment, ces affrontements linguistico-nationalistes sur le Web se mènent en anglais

Plus tranquillement, d'autres Etats- nations, anciens ou nouveaux, proposent aux internautes la découverte de leur glorieux patrimoine et de ses déclinaisons contemporaines. La Finlande présente l'HyperKalavela CD-Rom les nouveaux timbres reproduisant les tableaux de Gallen-Kallela sur les chants de l'épopée et même sa traduction dans des langues extra-européennes. Les Pays baltes expliquent leur littérature, montrent leurs tableaux, décrivent leur artisanat.

Il n'est pas nécessaire de disposer d'un matériel compliqué pour ouvrir un site Web, et la diffusion d'informations par cette voie est d'un coût modique. La célébration de la nation sur Internet est plus souvent le fait de particuliers que d'organismes officiels ou d'institutions publiques. En tout cas les identités nationales ont trouvé pour l'instant une nouvelle vitalité grâce au médium planétaire symbole des changements en cours. Le dynamisme des processus sociaux pose de nombreuses questions liées au futur des identités nationales. Sans doute l'une d'elle est de savoir si la fonction sociale et politique qu'elles ont rempli depuis deux siècles va se maintenir et évoluer. L'importance de cette réponse augmente sur fond de réveil des nationalismes dans l'Europe de l'ère postcommuniste.

1.2.2. LA MONDIALISATION ET L'IDENTITE NATIONALE

Parallèlement, se déroule le processus de la mondialisation qui est une véritable menace pour les identités nationales. Les prédictions d'avenir prennent souvent la forme d'une Apocalypse à causalité contradictoire. Le capitalisme a changé de base et d'échelle. La mondialisation des échanges, la puissance des entreprises multinationales et la mobilité du capital financier restreignent les possibilités de contrôle des Etats sur la production de richesse et sa répartition. Les Etats européens doivent gérer les conséquences sociales de décisions économiques sur lesquelles ils ont de moins en moins prise. Des droits acquis au travers de luttes et de compromis dans le cadre des Etats-nations s'avèrent caduques. La souveraineté politique procède de la nation ; mais l'Etat dans lequel elle s'inscrit voit sa propre souveraineté restreinte *de facto* des agents économiques pour lesquels les frontières territoriales ne font plus sens. La nation, sous la forme que nous lui connaissons, est apparue alors que s'engageait une profonde mutation économique. Elle a été la force de cohésion qui a permis de construire une organisation politique et sociale à la mesure de changements qui ont bouleversé totalement le mode de vie des populations. Que son rôle s'acheve au moment où s'engage une autre mutation radicale n'a rien de tragique, à condition qu'une nouvelle force de cohésion vienne la remplacer. Le dépassement historique de la nation ne signifiera probablement pas plus que sa construction ne fut destructrice d'autres formations collectives, simplement reléguées à un rôle secondaire.

L'Europe se donne une structure destinée à répondre aux défis de l'économie-monde. Sa conception est dérivée de celle des Etats. L'Union européenne édicte des règlements

communautaires, instaure sur son territoire la libre circulation des personnes et des biens, émet une monnaie ; elle a un parlement et un exécutif. Lui fait en revanche défaut tout ce à quoi correspond la nation : une identité collective, l'attachement à un territoire commun, l'idéal partagé d'une fraternité solidaire. Les Européens en l'état actuel des choses semblent aussi pourvus d'identité nationale que dépourvus d'identité européenne. Les illustrations retenues pour la nouvelle monnaie le montrent bien : les billets en euro sont ornés de ponts et de fenêtres fictifs, inspirés par la chronologie des styles architecturaux de l'Europe occidentale (les trois derniers siècles étant d'ailleurs réservés aux grosses coupures, les échanges courants se feront sous le signe des époques pré nationales). Mais, il y a deux siècles, l'identité commune d'un junker prussien et d'un paysan bavarois, d'un berger calabrais et d'un bourgeois toscan, n'avait, c'est le moins qu'on puisse dire, rien d'évident. L'histoire de nation modernes montre bien qu'une identité collective se construit, dans un travail lui-même collectif, qui prend appui sur les nouveaux médias de communication. Elle donne une autre leçon, plus importante : la nation a été élaborée en lien avec deux idées alors neuves en Europe ; le bonheur et la démocratie. Ces idées ne sont pas obsolètes. L'élaboration d'une identité commune ne fera pas sens si elle n'est pas associée à un véritable projet politique proposant aux ressortissants de l'Europe de redevenir acteur de leur destin.

Il est bien évident que l'identité européenne est en train de se construire à partir de nécessités objectives qui découlent du processus de l'intégration euro-atlantique. C'est pourquoi il faut tenir compte de tout l'amalgame de problèmes qui peuvent apparaître pendant le déroulement de ce processus dynamique.

Comme affirme Pierre Hassner « La meilleure solution consiste à maintenir les cultures et les identités nationales dans un cadre postnational commun. Mais il est possible que les forces d'information de la société moderne l'emportent sur les cultures nationales. C'est précisément leur difficulté quant au maintien de leur identité culturelle réelle qui pousse les nations et les groupes ethniques à en inventer de mythiques et à se définir par rapport à des ennemis tout aussi mythiques. De fait, l'ultra nationalisme est très souvent une réaction au déclin de l'idée nationale⁶ »

Il est évident qu'il faut rendre compte de tous les aspects du problème pour que la confiance entre les membres et les partenaires européens soit conservée et la gestion du processus soit adéquate aux conditions objectives.

⁶ Pierre Hassner, « Bayon Nationalism and Internationalisme : Ethnicity and World Order », *Survival*, 2^{té} 1993.

L'élargissement imminent de l'Union européenne et l'élargissement de l'OTAN qui est déjà en cours posent d'une manière catégorique le problème de l'intégration entre les pays membres et les pays candidats dans toutes les sphères d'action. Bien sûr la sphère culturelle a une importance majeure. Dans ce processus, l'unicité des cultures et des identités nationales doit être conservée et enrichie pour que l'identité européenne soit le résultat de l'harmonie qui est nécessaire comme condition principale de réussite

1.1.3. CREATION ET EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE. ORIGINALITE DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE

La nation bulgare a une histoire riche et glorieuse. Le peuple bulgare, son créateur, a contribué à l'affirmation de l'originalité de son identité nationale. Les facteurs principaux qui la composent sont les suivants :

- La spécificité de la création et du développement de la nation bulgare.
- Le caractère mono national de la société bulgare.
- Les traditions démocratiques du peuple bulgare.

1.1.3.1. CREATION ET DEVELOPPEMENT DE L'ETAT BULGARE JUSQ' A LA LIBERATION DU JOUG OTOMAN

Des données historiques et archéologiques attestent que la « Grande Bulgarie Ancienne »(ou « Bulgarie de Volga ») du khan Koubrat, située entre mer Noire et mer Azov, existe depuis le IV siècle. En 679, les Bulgares de Volga passent le bas du Danube, et, se fondent dans la majorité slave. Le premier état bulgare est fondé au printemps de 681 après une guerre victorieuse des troupes bulgares-slaves avec le khan Asparoukh à leur tête.

Dans une période historique courte l'état bulgare a des succès considérables dans tous les domaines et particulièrement dans celui des conquêtes dans la sphère culturelle. En 864 le christianisme est adopté par kniaz Boris I comme religion officielle du pays. L'Eglise nationale est fondée. En 885, les frères Cyrille et Méthode créent l'alphabet slave glagolitique. Plus tard ils traduisent les Livres Saints. Les écrivains bulgares dont la majorité est au sein de l'Eglise créent des ouvrages littéraires qui démontrent un haute

degré de développement des belles lettres. L'architecture des villes se distingue avec son originalité et sa créativité.

Sous le règne du tsar (empereur) Siméon le Grand (893-927) le développement du Royaume Bulgare atteint son apogée. Cette période historique est connue comme « Epoque d'or » de la culture bulgare. Il est complètement naturel que l'église de Boyana soit considérée comme le monument qui marque le début de la Renaissance en Europe.

Après le règne du tsar Boris II et du tsar Somouil en 1018, la Bulgarie tombe sous la domination byzantine. L'insurrection dirigée par les frères Assen et Petar (1185-1187) mène à la Libération et à la création du Deuxième Royaume Bulgare. La capitale Tarnovo est le foyer de la culture bulgare. A cette époque, la Bulgarie fait partie des pays les plus développés en Europe. Puis à cause des luttes dynastiques elle est divisée en deux royaumes : Tarnovo et Vidin. La faiblesse du pays et la politique agressive de l'Empire ottoman mènent au joug qui dure grosso modo cinq siècles- de 1396 à 1878. Pendant cette période lourde pour le peuple bulgare, sa volonté forte de liberté s'exprime en de nombreuses insurrections contre le pouvoir ottoman- en 1404-1413, 1598,1686,1686,1688,1689,1737,1835-1837,1841,1850,1862,1875.

La résistance du peuple se manifeste sous beaucoup de formes différentes. Une des plus originales entre elle est le mouvement des haïdouks. Les motifs majeurs de la lutte contre le pouvoir ottoman à laquelle participe une part importante du peuple sont le patriotisme et le sentiment de justice.

1.1.3.2. FORMATION ET DEVELOPPEMENT DE LA NATION BULGARE

Pendant la seconde moitié du XVIII-esiècle apparaissent les prémices d'un nationalisme bulgare. Dans tout l'Empire ottoman se déploie alors une grande activité commerciale par terre et par mer. Les Bulgares en sont les principaux acteurs et bénéficiaires. Des foires célèbres prospéraient à Kjustendil, Tatar Pazardjik et autres lieux, tandis qu'une production artisanale se développe dans les villes subbalkaniques : Kotel, Kalofer, Klisura, Panagyurichte, où l'on peut facilement utiliser la force hydraulique. On y fabrique pour l'armée ottomane des sacoches de cuir et des selles, des galons et des ganses, des couvertures de laine, du savon. D'Istanbul, les produits bulgares sont diffusés dans tout le Moyen- Orient. Alors apparaissent des riches marchands, volontaires prêteurs ou banquiers, véritables capitalistes qui créent les premières

manufactures de tissus après la fondation par l'Etat ottoman d'une fabrique de drap pour les uniformes militaires, à Sliven, en 1834.

Ces bourgeois frottés des coutumes et des idées de l'Europe sont devancés dans leur prise de conscience nationale par quelques personnalités issues du clergé. La plus célèbre est assurément Pasij de Hilendar (1772-1789), en qui on s'accorde à reconnaître le père de la « Renaissance bulgare ». Né à Bansko, ville commerçante de la Bulgarie occidentale, il devient moine au monastère Hilendar du mont Athos et y étudie à l'« Académie grecque » où enseigne Eugène Bulgaris, un érudit qui connaît la philosophie européenne, y compris les encyclopédistes français, ses contemporains. C'est dans ce climat de néo-hellénisme éclairé que Pasij prend conscience de son identité bulgare. A la recherche de documentation, il visite les monastères serbes de la Fruska Gora, en « pays allemand », dit-il, où il découvre, entre autres, l'œuvre de M. Orbini (mort en 1614, moine de Raguse), *Le Règne des Slaves (1601)*, qui est un recueil de légendes historiques. A son retour au Zografou de l'Athos, il rédige et publie en 1762 son *Histoire slavo-bulgare (Istoriija Slaviyanobolgarskaja)*. S'appuyant sur les traditions légendaires relatives aux anciens royaumes, il adresse à tous les Bulgares un plaidoyer en faveur de leur langue, dans le domaine de l'éducation et de la liturgie ecclésiastique. Beaucoup plus que le joug ottoman, c'est la domination grecque dans l'Eglise qu'il dénonce ; celle-ci vit alors une poussée phanariote qui va aboutir, cinq ans plus tard, à l'occupation du siège métropolitain d'Ohrid. Cet appel à la fierté bulgare a un large écho : les copies du manuscrit se multiplient et Paisij lui-même en fait des lectures dans les monastères. Son action est prolongée par celle de l'évêque Sofroni de Vraca (*Vratchanski*) (1793-1813) à qui il transmet ses préoccupations pédagogiques et dont le *Sermon du dimanche (Nedelnik)* est le premier livre imprimé en néo-bulgare, à Rimnik, en Valachie. Lui aussi prône la défense de la liturgie slavonne et l'enseignement de la langue bulgare.

C'est autour de ces deux objectifs que se regroupent d'abord les patriotes. Stimulés par la multiplication des écoles grecques fondées par la diaspora hellénique dans les villages, les riches commerçants bulgares veulent rivaliser en créant des écoles laïques, car le clergé est trop hellénisé ou trop ignorant. Mais les premiers établissements ouverts en 1815 et dans les années suivantes à Svichtov, Kjustendil, Kotel Sliven, par les précurseurs comme I. Vaskidovitch et R. Popovitch, utilisent des manuels scolaires russes, grecs, voire français. Aussi Petar Beron (1795-1871), étudiant en médecine à Munich, puis commerçant à Paris, publie en 1824 son célèbre abécédaire *Riben Bukvar*. Fondé sur la méthode d'enseignement mutuel de Bell-Lancastre, il réunit l'alphabet, la

grammaire, les conseil de morale, l'histoire naturelle, l'arithmétique. Beron finance plusieurs écoles de la région de la Stara Planina, et son *Bukvar* sert désormais de base à tous les nouveaux établissement laïes. En 1843-1835, les notables commerçants de Gabrovo, persuadés par l'un des leurs, Vassil Aprilov, ancien étudiant de Vienne fondent la première école secondaire bulgare : on y enseigne la physique, la chimie, l'histoire, la géographie, la langue française. Ce collège devient la pépinière des dirigeants des luttes pour la Libération. En 1845, on compte déjà cinquante-quatre écoles.

Le développement de l'enseignement accompagne la naissance d'une presse bulgare : la première revue dans cette langue paraît à Smyrne en 1884, d'autres suivent à Vienne, Constantinople, Moscou, tandis qu'un journal est publié à Leipzig à partir de 1846. Toutefois, c'est à Novi Sad et à Belgrade, avec l'aide du gouvernement serbe, que s'organise une presse politique dans les années soixante, avec les journaux des leaders du mouvement révolutionnaire.

La seconde préoccupation est la lutte pour la liturgie slavonne, qui veut aboutir à l'autonomie de l'Eglise bulgare. La suppression de l'autocéphalie de siège d'Ohrid en 1767 déclenche une vive compétition pour les sièges épiscopaux et les paroisses de sa juridiction. Le moteur essentiel en est le *bakchich* ; les prélats phanariotes ne reculent pas devant les menaces et autres moyens de pression : Constantin Jirecek (1854-1918), historien tchèque et ministre de l'Instruction de Bulgarie raconte qu'il n'était pas extraordinaire de voir un prêtre battu en publique devant l'autel par son évêque ! En 1833, les habitants de Samokov envoient au patriarche œcuménique une pétition demandant un évêque bulgare à la place du titulaire grec ; d'autres suivirent.

Mais la principale résistance vient de la nombreuse et riche colonie bulgare d'Istanbul. En 1839 y arrive Neophit Bozveli, un moine disciple de Paisij, qui commence à réclamer l'organisation d'une Eglise bulgare dans la capitale. Il est appuyé par Ilarion Makariopolski (1812-1875), né à Elena au nord du Balkan, mais issu du gymnase grec d'Athènes. Leurs pétitions, accompagnées de *bakchich*, aboutissent en 1849 à la célébration de la liturgie slavonne dans leur église d'Istanbul. Les représentants russes auprès de la Porte s'intéressent à ces efforts et promettent leur appui, tandis que dans les régions bulgares- notamment à Tarnovo, où Makariopolski est nommé évêque sans y résider, la querelle ecclésiastique se transforme en agitation populaire. L'évêque Ilarion est résolue frapper un grand coup. A l'office solennel de Pâques, le 3 avril 1860, il omet de citer le nom du patriarche œcuménique : c'est rompre la communication avec la Grande Eglise, rejeter l'autorité du patriarche et s'engager dans la voie d'un schisme. Le

Phanar excommunie Ilarion, qui est exilé en Asie Mineure, mais le mouvement populaire prend de l'ampleur et, dans de nombreux villages, on se bat pour un pape grec ou bulgare.

La solution vient de l'action des Puissances. Le traité de Paris impose des réformes et le sultan renouvelle la promesse de l'égalité entre musulmans et chrétiens. Les pétitions des Bulgares se multiplient au point que les habitants de Kukuch (près de Strumica, en Macédoine), s'adressent au pape Pie IX, promettant de passer au catholicisme si on leur garantit des prêtres bulgares. L'exarche, réside à Istanbul jusqu'à l'indépendance du pays, ce qui lui donne juridiction sur tous les Bulgares à l'intérieur comme à l'extérieur de l'empire, tels les Bulgares de la Russie du sud. C'est une étape capitale dans la Renaissance bulgare.

A cette époque, la Russie apporte son soutien à l'émergence d'un sentiment bulgare, non sans perspectives politiques de la part du gouvernement, qui a des visées sur les rivages de la mer Noire et des Détroits. Mais les intellectuels russes manifestent aussi un grand intérêt pour les Bulgares opprimés par les Ottomans. Après la guerre de Crimée, de nombreuses collectes de littérature orale sont menées par des Russes, et c'est à Odessa ou à Saint-Pétersbourg que sont publiés la plupart des recueils établis par des érudits bulgares, la Roumanie fournissant ensuite à Moscou. Ljuben Karavelov (1837-1897), qui est formé à Moscou par les slavophiles, y publie en russe des *Monuments de la vie populaire des Bulgares* (1862), qui comprennent des milliers de proverbes. Il est aussi l'auteur d'un dictionnaire franco-bulgare, et collabore activement aux journaux bulgare de Roumanie. Puis il s'établit en 1867 à Belgrade où il entre en contact avec le « Mouvement de la jeunesse » serbe. Démocrate et érudit, à partir de début des années 1870, il joue un grand rôle dans le comité central révolutionnaire de Bucarest.

Le joug ottoman pèse sur le peuple bulgare non converti, soumis à de lourds impôts et au tribut du sang (les janissaires enlèvent les enfants à leur famille pour servir dans les troupes ottomanes). Et c'est uniquement dans la tradition religieuse orthodoxe et la culture populaire que les patriotes bulgares pensent pouvoir trouver les ferments d'un réveil national. Du coup, la collecte de la tradition populaire apparaît comme un devoir patriotique majeur, les folkloristes étant pour la plupart des combattants, et, souvent, des martyrs de la lutte de libération nationale. Les frères Dimitar et Constantin Miladinov, qui publient en 1861 le premier grand recueil de chants populaires bulgares, meurent dans une prison turque ; ils avaient fait leurs études en Allemagne, et leur recueil, financé par un érudit croate, répond aux principes méthodologiques énoncés par les Grimm et leurs disciples.

Parallèlement à la mise en lumière d'un patrimoine culturel bulgare fidèlement préservé à travers les siècles de domination ottomane par la tradition populaire, les érudits qui pratiquent usuellement les grandes langues de culture européenne, élaborent une langue nationale. S'éloignant de plus en plus du slavon religieux, ils prennent pour référence principale les dialectes du Nord-Est avec une volonté d'épuration des éléments linguistiques turcs. Le premier journal, *L'Aigle bulgare*, est fondé en 1846, et les publications en langue bulgare se développent fortement après 1860. Les efforts des intellectuels bulgares, tant pour éveiller le sentiment identitaire et transformer les révoltes paysannes en lutte nationale que pour prouver à l'extérieur d'une nation bulgare digne de ce nom et méritant l'accès à la liberté, sont couronnés de succès. L'intérêt pour la Bulgarie grandit parmi les intellectuels européens non slaves. En 1873, l'érudit français Auguste Dozon publie un recueil de *Chansons populaires bulgares*.

A partir des années 70, sous l'influence de tous les facteurs idéologiques, économiques, religieux de la Renaissance nationale, et dans le contexte européen du Printemps des peuples, un certain nombre de patriotes posent clairement le problème de l'indépendance d'un Etat bulgare.

Le premier est Georgi Rakovski(1821-1867). Etudiant d'Athènes et de Paris, il commence son activité révolutionnaire à Braila, en Valachie, où des émigrés bulgares envisagent en 1841-1842 une insurrection au sud du Danube ; sans résultat. Poète et commerçant à Istanbul, puis Odessa, il connaît les œuvres des occidentalistes russes. Là-bas en 1859 il édite un *Guide de la collecte de l'art populaire*. En 1860 il s'établit à Belgrade où il réussit à éditer un journal- *Dunavski Lebed*, « le Cygne de Danube »- en bulgare et en français, pour faire connaître en Europe la cause du peuple bulgare. En 1861, il rédige son « Projet de libération de la Bulgarie » qui prévoit une action armée contre le pouvoir ottoman. Puis il est condamné à mort par la justice ottomane pour ses menées patriotiques. Ayant réussi à s'enfuir, il se réfugie à Marseille. En 1862 il crée sa « Légion bulgare ». En fait, celle-ci participe aux combats de Belgrade contre la garnison de la forteresse ottomane, mais est dissoute l'année suivante par le gouvernement serbe. Replié à Bucarest, Rakovski s'est fait l'apôtre d'une fédération balkanique, car les émigrés sont divisés sur les frontières du futur Etat bulgare qui se heurte aux ambition serbes et grecques.

Vasil Levski(1837-1873) prend la relève ; en 1862, il sert dans la Légion bulgare de Belgrade, puis émigre en Roumanie d'où il participe à des coups de main contre le territoire ottoman. Devant l'échec de ce genre d'action, il passe deux années (1868-1869) à y organiser des comités révolutionnaires clandestins pour encadrer

l'insurrection quand se produit l'intervention extérieure. Il y est aidé par Ljuben Karavelov, avant de passer à Bucarest pour collaborer avec Levski. Arrêté en territoire ottoman, Levski est pendu à Sofia en février 1873. Le mouvement révolutionnaire y gagne un grand martyr, mais le Comité central est laissé en sommeil par Karavelov, qui se consacre désormais au journalisme et à la littérature.

C'est cependant de ce comité que sort Christo Botev (1849-1876). Fils d'un pédagogue disciple des Lumières, il étudie à Odessa où il est gagné au socialisme révolutionnaire russe. Rentré en Bulgarie en 1866, il s'oppose au clergé grec et doit émigrer à Bucarest où il déploie une grande activité journalistique en faveur d'une fédération balkanique. En même temps, il publie des poèmes qui font de lui un des grands lyriques bulgares. En 1875, il pousse le Comité central à intervenir aux côtés de la Bosnie révoltée, et c'est l'échec d'avril 1876.

A la veille de ce dernier épisode, la Renaissance nationale bulgare, est engendrée un mouvement révolutionnaire anti-ottoman disposant d'une organisation insuffisante pour agir seule contre l'empire du sultan, mais qui sait se faire connaître des Puissances européennes.

1.1.3.3. LIBERATION DE LA BULGARIE DU JOUG OTTOMAN

Au printemps 1876 l'Empire ottoman tombe dans une crise majeure. Après une préparation sérieuse par le Comité révolutionnaire bulgare à Bucarest et dans une ambiance de haut patriotisme et enthousiasme exceptionnel du peuple bulgare en avril, éclate la plus grande insurrection contre le pouvoir ottoman – l'insurrection nationale d'avril. Selon son plan, elle doit entraîner d'abord la région de la Stara Planina-Oborichta, Koprivchtica, mais mal engagée et insuffisamment assurée en terme d'équipement et de simultanéité de l'action, elle se limite à une série de combats décousus contre les troupes ottomane et leurs auxiliaires, le *bachi-bouzouk* albanais et tcherkesses. Le poète Christo Botev y périt à la tête d'une troupe, venant de Roumanie, en franchissant le Danube. En moins d'un mois l'insurrection est étouffée d'une manière inouïe. Plus de 30000 hommes sont tués dont plusieurs femmes, enfants et vieillards. Des milliers des Bulgares sont emprisonnés ou exilés. En conséquence la répression est accompagnée d'excès dénoncés par la presse mondiale ; Gladstone les stigmatise dans une brochure et Victor Hugo lance au Sénat une apostrophe célèbre les « atrocités bulgares » qui deviennent un problème européen. Le sultan Abdül Azîz est

renversé, remplacé par son neveu, lui-même chassé au bout de trois mois au profit d'Abdül Hamid (1876-1909).

La Libération de la Bulgarie voit le jour après la guerre russo-turque (1877-1878) pendant laquelle plus que 60 000 officiers, sous-officiers et soldats russes, ukrainiens, roumains, finlandais, moldaves et volontaires bulgares tombent sur le champ d'honneur. Le 3 mars, est signé le traité préliminaire de San Stefano marquant la Libération de l'état. Commence le développement de la Bulgarie comme nation unie et indépendante. Un des événements les plus importants est l'adaptation de la Constitution dite de Tarnovo le 16 avril 1879. Dans le processus de son élaboration, les députés utilisent comme modèle la Constitution de Belgique. Sans aucun doute, la Constitution bulgare est complètement moderne et influe favorablement sur l'état et la nation bulgare.

Le période 1878-1944 se caractérise par les efforts importants pour le développement du pays dans tous les domaines. Les oppositions entre les Puissances en Europe se répercutent sur son destin historique. La Bulgarie participe à toutes les guerres du vieux continent en supportant de grands dommages.

En septembre 1944, les troupes soviétiques pénètrent en Bulgarie malgré la neutralité qu'elle respecte vis-à-vis de l'Union des républiques soviétiques socialistes. Le pays participe à la dernière phase de la Seconde guerre mondiale à côté de la Coalition anti-Hitler. L'abolition de la monarchie, entérinée par référendum, met fin au règne du jeune tsar Siméon II (1943-1946). En 1947 commence la période de la République populaire qui se termine au mois de novembre 1989. Depuis lors, la Bulgarie a entamé une mutation sur les principes de la démocratie et du marché libre. Ce processus est assez dur et contradictoire. Néanmoins les efforts et les espoirs de la Bulgarie et de son peuple sont orientés notamment vers la démocratie.

1.1.3.4. LE CARACTERE MONO NATIONAL DE LA SOCIETE BULGARE

Selon la nouvelle Constitution bulgare adoptée au mois de juillet 1991, la Bulgarie est un pays mono national. Toutefois elle est un pays multi ethnique. C'est pourquoi la « mosaïque ethnique » et la « mosaïque religieuse » sont très panachées. Les résultats du recensement de la population bulgare, fait au mois de février 2001 montrent que la répartition des groupes ethniques est la suivante :

- Bulgares - 83,6 % ;
- Turcs- 9,4 % ;

- Tziganes- 4,6 % ;
- Autres (Arméniens, Tatares, Juifs, Russes etc.)- 1,4 % ;
- Non-déterminés- 0,8 %.

Selon la religion la répartition est :

- Chrétiens- orthodoxes- 83,8% ;
- Musulmans- 12,1% ;
- Chrétiens- catholiques- 1,7% ;
- Judaïcités- 0,8% ;
- Autres(protestants, arméniens, géorgiens etc.)- 1,6%.

Assez intéressante est la « peinture » de la langue maternelle des citoyens bulgares. 99,5% des Bulgares ethniques ont la langue bulgare comme langue maternelle. 0,5% d'eux ont une autre langue comme langue maternelle. La langue turque est la langue maternelle pour 96,2% des Turcs ethniques. Pour 3,6% d'entre eux, la langue maternelle est la langue bulgare et pour 0,1%-la langue tsigane. 85,8% des Tziganes ethniques ont la langue tsigane pour langue maternelle, 2,4% ont la langue bulgare et 1,8%-la langue turque⁷.

Il est bien évident que la longue cohabitation des groupes ethniques différents composant la nation bulgare avait mené à leur unification grâce à l'influence mutuelle. Les représentants des différentes ethnies ont toujours fait preuve de tolérance entre eux. C'est la raison pour laquelle l'harmonie des relations interethniques domine comme une caractéristique permanente du modèle ethnique bulgare.

Simultanément il est très important d'expliquer les difficultés accompagnant cette sphère des relations sociales tellement délicate. Sans aucun doute, la difficulté la plus importante a été la tentative du pouvoir de changer la conscience ethnique des Turcs ethniques pendant les dernières années du régime totalitaire.

De la fin des années 1970 à la fin des années 1980, une des priorités de la propagande du Part communiste bulgare était de produire des théories à prétention scientifique sur l'origine bulgare de tous les musulmans du pays. Des équipes d'experts en histoire, en ethnographie en folklore, etc. de l'époque ottomane ont été mobilisées. Leur tâche consistait à justifier les changements de noms des Turcs ethniques- un acte destiné au changement de leur conscience ethnique. A cause de la politique inadéquate du pouvoir, plus de 300 000 citoyens environ ont quitté la Bulgarie certains d'entre eux déportés. Cette politique a été condamnée par la communauté internationale. En Bulgarie, les

⁷« MONITOR »-journal bulgare en langue bulgare ; 4 octobre 2001 (zone168.com/neus.html 4.10.2001 1004&topic=politics_story=00707.

violations des droits de l'Homme sur une partie des citoyens, sous les yeux d'une autre partie de la population, ont engendré une crise sans précédent, accélérant le changement de système politique. L'opposition s'est formée, en 1989 notamment autour ces problèmes⁸.

Mais c'était un conflit sans racines profondes comme le prouve le développement des processus politiques et sociaux à l'époque de la démocratie en Bulgarie. Actuellement des représentants de tous les groupes ethniques sont présents dans les organes du pouvoir et les droits de l'Homme sont respectés conformément aux normes internationales.

1.1.3.5. LES TRADITIONS DEMOCRATIQUES DU PEUPLE BULGARE

Depuis la fondation de l'Etat bulgare, l'esprit libre de ce peuple s'exprime comme une des vertus les plus typiques de son caractère national. Il s'est établi pendant les années du développement libre et de joug –byzantin et ottomane. Au cours de la formation de la nation bulgare, l'esprit démocratique est interprété surtout par les érudits comme Pasji de Hilendar, Sofroni de Vratza , Petar Beron, Vasil Aprilov, Neophit Bozveli, Ilarion Makariopolski, Ljuben Karavelov, Dimitar et Constantin Miladinov, Georgi Rakovski, Vasil Levski, Christo Botev et beaucoup d'autres. Simultanément leurs nombreux adeptes favorisent la dissémination des idées démocratiques dans le peuple. Il est significatif que ces idées se soient réalisées d'une manière unique au cours de la formation de la nation bulgare. La première Constitution bulgare « La Constitution de Tarnovo » est un exemple convaincant de cela. Depuis l'aube de l'existence de l'Etat bulgare indépendant, les droits de l'Homme sont respectés en conformité avec les normes et les traditions démocratiques. Dans la sphère des relations ethniques, la tolérance et le respect de la culture et des coutumes des ethnies différentes sont respectés par les dirigeants du pays et les citoyens ordinaires comme une nécessité objective. Ce dernier devient un facteur majeur de développement économique, politique et culturelle à la fin de XIX-e et au début du XX siècle. Après la Première guerre mondiale malgré les conséquences lourdes pour le pays, l'esprit démocratique continue à être dominant dans le domaine de la culture et des relation interethniques.

⁸ BAROUCH Emmy, «Etat- nation et démocratie multiethnique ». Les tâtonnements du «modèle bulgare», Le Monde diplomatique, mai 2001diplomatie.fr/2001/05(www.monde-diplomatique.fr/2001/05/BAROUH/15112)

Après l'instauration du régime fasciste en 1923, la majorité des intellectuels bulgares s'oppose et de cette façon la dissémination des idées fascistes se limite considérablement. Malgré l'adhésion du pays au Pacte Tripartite pendant la Seconde guerre mondiale, la lutte contre le pouvoir qui lie étroitement sa politique aux pays à régimes antidémocratiques, prend des formes variées et des dimensions considérables. Un exemple très significatif en est le refus du tsar Boris III d'exécuter la demande personnelle de Hitler d'accepter la déportation des Juifs bulgares dans des camps de concentration en Pologne connus comme les camps de la mort. Cette décision du monarque bulgare est une conséquence des efforts des intellectuels progressistes et de larges couches de la population, qui ont œuvré au sauvetage de la vie de milliers hommes et est la démonstration de l'attachement de la société à la démocratie. Pendant la période de régime communiste, malgré la pression du pouvoir sur les consciences des citoyens et les non-respect des droits de l'Homme, typiques de la théorie communiste et de la pratique du pouvoir totalitaire, l'esprit démocratique en générale a été conservé. C'est la raison pour laquelle les cas de violence contre la personne sous n'importe quelle forme ont été condamnés par des représentants de l'intelligentsia et de nombreux citoyens même dans l'ambiance lourde du régime totalitaire. Bien évidemment dans les années 1980, l'opposition démocratique en Bulgarie s'est développée et s'est unifiée autour des problèmes de la violence sur les Turcs ethniques en vue de changer leur conscience ethnique. Les traditions démocratiques ont servi de fondement à transition vers la démocratie d'une manière pacifique. Elles sont également un facteur majeur de l'orientation du pays et de la société vers l'intégration euro-atlantique. Sans aucun doute les traditions démocratiques du peuple bulgare sont un pilier de son identité nationale.

DEUXIEME PARTIE : EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE ET LE PROCESSUS DE L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE

Après la chute du Mur de Berlin les relations entre les pays de l'Europe occidentale et les pays de l'Europe centrale et orientale sont entrées dans une étape nouvelle de développement dont les caractéristiques capitales sont une coopération active et une intégration dans toutes les sphères de la vie. C'est un résultat objectif des efforts et de la

volonté exprimé par les dirigeants de l'Etat et qui reflètent les souhaits des populations. Naturellement, ce processus est assez compliqué et dynamique.

2.1.1. LES DIMENSIONS ESSENTIELLES ET LES PERSPECTIVES DE L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE

La période relativement courte du processus de l'intégration euro-atlantique a été marquée par un dynamisme majeur et une évolution considérable.

Quels ont été les aspects capitaux de la nécessité objective de l'intégration euro-atlantique des pays de l'Europe centrale et orientale au début du processus de l'intégration euro-atlantique des pays de l'Europe centrale et orientale ?

2.1.1.1. LA MODERNISATION

Les buts généraux concernant cette nécessité du développement des pays ex-socialistes sont la création de structures démocratiques et d'une économie de marché. La portée, à cet égard, du retard de modernisation de l'Europe centrale et orientale par rapport à l'Occident est considérable. Ce retard, analysé par les historiens et les économistes, résulte en partie de l'histoire récente. Le régime communiste a empêché la modernisation. S'agissant des structures étatiques et politiques, il a maintenu ou a rétabli dans les démocraties à l'ébauche les anciennes institutions autocratiques, l'emprise de structures de pouvoir opaques, dictatoriales et totalitaires interdisant toute la modernisation politique. S'agissant des structures sociales, le communisme a remplacé les formes traditionnelles par un modèle étranger de collectivisation, conduisant à une impasse alors qu'ailleurs en Europe se construisaient des sociétés civiles. C'est dans le domaine économique que le modèle de développement communiste s'est approché le plus de la modernisation. Grâce à l'importance donnée aux valeurs matérielles, à la science et à la technologie, l'industrie lourde s'est développée sur une grande échelle, suivant le modèle d'industrialisation occidentale. Certes, le moteur principal en est devenu bientôt l'industrie de défense, tandis que l'absurde système de planification centrale et l'absence d'incitatifs bloquaient tout progrès, notamment dans le domaine technologique. Ainsi, s'agissant de l'aspect le plus controversé de la modernisation, la construction de nations, l'Europe centrale et

orientale offre l'exemple même d'une modernisation retardée, puisque des Etats-nations n'ont pu s'y former que tardivement.

Il est évident que la complexité du problème de la modernisation des pays de l'Europe centrale et orientale impose la nécessité d'analyser tous les aspects en tenant compte de leurs différents niveaux de développement. Le scepticisme de nombreux observateurs à l'aube des années 1990 quant aux perspectives de la modernisation a été bien exprimé. Comme Ferenc Gazdag explique « Alors que la chute du communisme réveillait ces évolutions nationales inachevées, au risque que modernisation et démocratisation se contredisent, l'Occident ne semble guère faire preuve de compréhension⁹. »

Le déroulement des processus de changement dans les pays de l'Europe centrale et orientale et les relations entre eux et les pays de l'Europe occidentale ont prouvé d'une manière convaincante que les difficultés sont surmontables et qu'on pouvait avoir confiance dans leur capacité à s'intégrer avec succès.

2.1.1.2. LA DIMENSION ECONOMIQUE

Depuis le Moyen Âge, l'Europe occidentale est la région la plus développée du continent, tant sur le plan social qu'économique ou politique. Le produit national brut par habitant de ses Etats est bien supérieur à celui des Etats centre et est européen : la moyenne des Etats de l'Union européenne est de 25 000 dollars, celle des Etats dits de Visegrad (République Tchèque, Hongrie, Pologne, Slovaquie) de 3 000 à 6 000 dollars, de la Bulgarie est de 1 600 dollars environ. L'Europe centrale et orientale a toujours dépendu de l'Europe occidentale pour ses échanges économiques, sans que ce schéma se soit modifié à l'ère communiste. Depuis lors, les Etats d'Europe centrale et orientale ont réorienté leurs relations économiques, ouvert leur marché au commerce international et pris des mesures pour attirer les investissements directs.

Ces pays dépendent toujours plus, économiquement et financièrement, de ce centre économique qu'est l'Europe occidentale. Celle-ci a un grand rôle par rapport au développement de leurs économies et relations économiques. Les accords européens conclus avec la Communauté européenne dès 1990 et l'activité suivie depuis font preuve de la justesse des décisions liées au futur de l'intégration européenne.

Naturellement les difficultés sont sérieuses. Mais ce qui le plus important est que la perspective de gains économiques exige que les pays de l'Europe centrale et orientale

⁹ Ferenc Gazdag, « Does the West understand and Eastern Europe ? », *NATO REVIEW*, 6, 1992.

conservent leur souveraineté en s'intégrant à l'économie mondiale. Le caractère et la vitesse des changements dans les pays ex-communistes ont dépassé les attentes des pays de l'Europe occidentale et de l'Union européenne. Les négociations pour l'adhésion de nouveaux pays membres montrent que le processus de son élargissement, qui incluse un pays comme Chypre, est un témoignage persuasif des bonnes conditions et des perspectives de la coopération économique en Europe.

2.1.1.3. DIMENSION POLITIQUE

A lire le *Livre Blanc* publié en 1995 par l'Union européenne ou l'étude portant sur l'élargissement, rédigée la même année par les services de l'OTAN ou à prendre connaissance des conditions d'admission au Conseil de l'Europe, on s'aperçoit que la question de l'Europe occidentale comme modèle politique pour l'Europe centrale et orientale est purement théorique. Les Etats d'Europe centrale et orientale ont déclaré catégoriquement leur désir de rejoindre les institutions occidentales, tandis que celles-ci mettaient en avant des critères d'adhésion- démocratie parlementaire multi partis, Etat de droit, économie de marché, respect des droits de l'homme, toutes valeurs issues de leur système politique.

Dès 1990, les Etats d'Europe centrale et orientale se sont, dans l'ensemble, engagés à incorporer ces valeurs dans leur nouveau système économique et politique, avec la mise en place de Parlements librement élus, de gouvernements démocratiques et de toutes ces institutions propres à la démocratie. En 1979, ils avaient, pour la plupart, tenu leur troisième série d'élections libres tandis que la plupart des sociétés avaient assimilé les valeurs occidentales, signifiant ainsi leur attachement. C'est d'ailleurs en signe d'appréciation que l'Occident admit ces Etats dans les institutions européennes.

La progression du processus est tout à fait compréhensible. On le vit dès les premiers changements politiques. La révolution de 1989-1990 était moins violente dans les pays où une société civile s'était en partie constituée (comme la Pologne et la Hongrie), et plus violente là où elle en était absente (comme en Roumanie et Albanie).¹⁰

Les élites politiques nouvellement élues à l'aube des années 1990 se référaient aux modèles occidentaux comme allant de soi mais il restait à savoir si le retard de l'Europe centrale et orientale pouvait être ou non prochainement rattrapé, alors que les

¹⁰ Pour une étude empirique et une analyse incisive de l'influence des tradition civiques sur l'évolution démocratique, cf. Robert D. Putnam, *Making Democracy Work : Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

démocraties occidentales sont le produit d'une longue évolution, de l'Etat-nation à l'Etat civil.

Depuis lors, les Etats d'Europe centrale et orientale avaient les moyens de rattraper celui-ci et de mettre leurs structures en phase avec celles de l'Europe occidentale, bien que société et économies ne puissent être modifiées que sur le long terme, contrairement aux décisions politiques, prises à l'heure actuelle.

Le processus du développement politique de ces pays est notamment un facteur très important de l'intégration euro-atlantique à l'avenir.

2.1.1.4. DIMENSION SECURITAIRE

La dissolution du pacte de Varsovie en 1991 a précipité l'Europe centrale et orientale dans un vide de sécurité¹¹.

Quatre solutions s'offraient alors :

La première était la neutralité, défendue par les groupes politiques n'ayant pas un soutien sérieux. En l'absence des garanties de sécurité qu'auraient accordées les grandes puissances, la neutralité est cependant illusoire et irréaliste-elle peut d'ailleurs l'être tout aussi bien avec de telles garanties.

La deuxième consistait à se rapprocher de l'Est, option vague alors mais qui, à partir de 1994, a rejoint les objectifs politiques d'une grande partie des experts russes, spécialistes des questions de sécurité. Si elle a rencontré un grand écho en Slovaquie et en Serbie, elle n'est ailleurs guère prise en considération.

La troisième option, qui a suscité un plus grand enthousiasme, visait une coopération régionale accrue.. A cet égard, plusieurs initiatives centre-européenne ont été lancées, après l'accord centre-européen de libre-échange l'initiative centre-européenne, comprenant des membres de l'Union européenne, et le « triangle de Visegrad ». Celui-ci a été le plus prometteur, lancé en 1990 par la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui cherchaient à faciliter le retrait soviétique et la dissolution du pacte de Varsovie. Il comportait quatre membres après le divorce tchécoslovaque de 1993¹². Pour ses membres, cette forme de coopération ne pouvait se substituer à l'intégration dans des institutions occidentales, mais son échec a eu cependant d'autres causes :

¹¹ Krzisztof Pomain, « Les particularités historiques de l'Europe centrale et orientale », *Le débat*, janvier 1991.

¹² *Integration and Disintegration in Contemporary Europe*, European Studies 1, Institut de sciences politiques de l'Académie hongroise des sciences, Budapest, 1993.)

l'orientation prise par le gouvernement slovaque indépendant et sa volonté de créer un Etat -nation comme au siècle dernier ; l'individualisme du gouvernement tchèque, le Premier ministre Vatzlav Klaus étant convaincu que grâce à sa situation géographique, la République tchèque avait toutes les chances de rejoindre la première l'Occident ; le *coup de grâce* (en français dans le texte NDT), avec la signature du partenariat pour la paix en 1994. Ce programme a suscité une compétition entre les pays d'Europe centrale et orientale car les négociations ont été conduites avec chacun séparément (16+1) et renforcèrent le désir de chacun d'adhérer à l'OTAN.

La quatrième et dernière option consistait pour les Etats d'Europe centrale et orientale à adhérer à ces institutions qui gardaient leur pertinence dans l'après-guerre froide, l'OTAN et l'Union européenne. Ces pays préférant au demeurant obtenir des garanties de sécurité de l'OTAN, ont accordé du poids à l'Organisation de la sécurité et coopération en Europe et à l'Union européenne occidentale.

D'une part, de nombreux observateur de l'Europe occidentale estimaient que la volonté des pays de l'Europe centrale et orientale de rejoindre l'OTAN résultait seulement de leur souhait de profiter de l'article 5 du Traité de Washington selon lequel « Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les Parties, et en conséquence, elle convient que si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense individuelle ou les Parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres Parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord.

Toute attaque armée de cette nature et toute mesure pris en conséquence seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Ces mesures prendront fin quand le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales. »

D'autre part, alors que les nouveaux adhérents auront les même droits mais aussi les même devoirs que les anciens membres- et qu'ils s'y sont d'ailleurs engagés-, les opinions publiques d'Europe centrale et orientale étaient partagées craignant que leur pays ne perde sa souveraineté nationale en rejoignant l'OTAN.

2.1.1.5. L'ETAPE CONTEMPORAINE DE L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE

Mais le développement économique et politique des pays de l'Europe centrale et orientale et des leurs relations avec les pays de l'Europe occidentale, l'Union européenne et l'OTAN a évolué considérablement pendant les dernières années. Grâce aux résultats positifs dans ce domaine le processus de l'intégration européenne peut prendre des formes bien développés et des dimensions considérables. La perspective d'approfondissement et d'élargissement de l'intégration euro-atlantique avec la participation active des nombreux pays de l'Europe est réelle et plus proche que jamais. A cet égard, l'estimation faite dans le rapport de la sous-commission politique sur l'Europe centrale et orientale de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est très clair. Intitulé « L'élargissement de l'OTAN » il a été présenté en octobre 2001 au Secrétariat international par le rapporteur Bert Koenders des Pays Bas. Dans le chapitre V « Elargissement de l'OTAN et élargissement de l'Union européenne », il est inscrit : « L'OTAN et l'Union européenne sont deux institutions majeures de l'Europe. L'élargissement de l'une et de l'autre contribuera à réduire les tensions politiques en Europe centrale et orientale, région qui a souffert d'une extrême instabilité au cours des siècles. Par ailleurs, il débouchera vraisemblablement sur une croissance économique et une stabilité sociale plus forte, dès lors qu'une plus grande confiance de la communauté internationale dans la région entraînera une augmentation des investissements étrangers directs. »

L'élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne sont étroitement associés du double point de vue politique et stratégique. Cependant, à la fin de la Guerre froide, les deux institutions se sont engagées dans des directions différentes.

L'OTAN a semblé perdre sa raison d'être puisqu'elle avait été expressément créée pour faire face à la menace militaire soviétique. En revanche, l'achèvement de la Guerre froide a offert à l'Union européenne l'occasion de poursuivre la construction de l'unité paneuropéenne telle que l'envisageaient ses pères fondateurs. Lorsque la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne ont signé la Déclaration de Visegrad, en février 1991, elles se sont engagées à s'entraider pour « revenir en Europe », c'est-à-dire entrer, avant tout, dans l'OTAN et l'Union européenne. Or, aucune des deux institutions n'était prête, à cette époque, à énoncer clairement une quelconque position sur leur élargissement. La « gestion » occidentale de l'Europe centrale requerra entre elles une véritable politique intégrée.

Le développement de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) renforcera encore ce lien. L'insistance nouvelle de l'Union sur la défense signifie qu'adhérer à cette entité impliquera désormais une dimension de sécurité, et non plus exclusivement des perspectives économiques. Lors d'une visite en Lettonie au printemps 2000, le président de la Commission européenne, M. Romano Prodi, est allé jusqu'à dire que « toute attaque ou agression contre un Etat membre de l'Union européenne équivaudrait à une attaque ou agression contre l'Union européenne tout entière ». Il envisageait donc un rôle plus complet pour cette dernière : allier la sécurité à la prospérité économique et à une stabilité plus large. Le Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, a affirmé que l'élaboration par l'Union d'une dimension de défense crédible « n'est que logique¹³ ».

Les exigences inhérentes à une adhésion et la conjoncture politique ne sont pas toujours parallèles. De plus, les candidats ont, en matière de démocratie et de développement socio-économique, des expériences historiques différentes. Voilà qui pourrait avoir une forte incidence sur les cadres institutionnels, les processus décisionnels et les résultats politiques de l'Union européenne comme de l'OTAN.

L'Union européenne dispose d'un processus d'adhésion mais manque d'une stratégie appropriée quant à son élargissement. Ce processus se concentre principalement sur les critères auxquels les candidats doivent satisfaire. Une approche aussi technocratique est certes nécessaire, mais elle ne suffit pas. L'élargissement à l'est peut être la contribution la plus importante de l'Union européenne à la sécurité et à la stabilité, mais il ne réussira que s'il y a une direction politique, laquelle est nécessaire pour dégager un consensus des Etats membres autour d'une stratégie de l'élargissement, mais aussi pour « vendre » l'élargissement communautaire à l'Est à des populations ouest-européennes de plus en plus sceptiques.

La création de structures véritablement paneuropéenne requerra des efforts complémentaires entre elles de la part d'institutions financières internationales et de grandes puissances industrielles qui travailleront en synergie avec l'Union européenne et l'OTAN.

Il est bien évident qu'actuellement l'évolution du processus de l'intégration euro-atlantique possède un caractère objectif et concerne tous les domaines de la vie des pays de l'Europe centrale et orientale qui y participent.

¹³ Le rapport de la politique sous-commission sur l'Europe centrale et orientale de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN « L'élargissement de l'OTAN » présenté en octobre 2001 auprès le Secrétariat international par le rapporteur Bert Koenders des Pays Bas (www.naa.be/publications/comrep/2001/au-214-f).

2.2. L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE COMME CHOIX STRATEGIQUE DE LA BULGARIE

2.2.1. EVOLUTION DE LA VISION DE L' INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE DE LA BULGARIE

Dès le début des changements démocratiques en Bulgarie, sa la volonté de d'inclusion dans le processus d'intégration euro-atlantique a été mentionné comme une option favorable pour résoudre les problèmes du pays apparus à la suite gestion communiste. Mais la vision des homme politique de cette époque concernant cette dernière était très superficielle et vague. C'est pourquoi début 1997, la crise économique et politique s'est énormément aggravée. Immédiatement après la démission du gouvernement du Parti socialiste et son refus de réaliser son mandat qui expirait à l'automne 1998, le premier ministre en fonction a déclaré l'intention du gouvernement d'adhérer à l'Union européenne en prenant toutes les dispositions pour accomplir les critères relatifs. Grâce aux mesures urgentes entreprises par le gouvernement d'alors et plus tard par le gouvernement élu après les élections législatives organisées avant le terme et qui ont eu lieu en avril 1997, de nombreux succès ont été remportés.

2.2.1.1. LA REALISATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LA BULGARIE POUR L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE JUSQU'A 11 SEPTEMBRE 2001

Sur ce thème, l'estimation donnée dans le rapport déjà mentionné par ailleurs de la sous-commission politique sur l'Europe centrale et orientale de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN « L'élargissement de l'OTAN » est assez persuasif.

« La Bulgarie est membre du Conseil de l'Europe et de l'Organisation mondiale de commerce ; c'est aussi un partenaire associé de l'Union européenne occidentale. En février 2000, elle a ouvert des négociation d'adhésion avec l'Union européenne ; au 27 juillet 2001, 11 des 31 chapitres à négocier étaient clos.

S'il n'existait pas de consensus national sur l'adhésion à l'OTAN à l'époque où le Parti socialiste était au pouvoir, tous les groupes parlementaires y sont désormais favorables. Selon les informations fournies à la Sous- commission sur l'Europe centrale et orientale de la Commission politique lors d'un séjour à Sofia (du 27 au 31 mars 2001), le soutien

a baissé (entre 65 et 68%) à la suite de la guerre du Kosovo. Les membres de la Sous-commission ont appris que les chiffres étaient en passe de regagner les niveaux d'avant la guerre et les dernières estimations communiquées au rapporteur par la représentation du pays auprès de l'OTAN se situent à 58%.

La Bulgarie entretient de bonnes relations avec ses voisins et sa sécurité s'est améliorée depuis les changements politiques intervenus en République fédérale Yougoslavie. Un litige d'ordre linguistique qui l'opposait à l'ex-République yougoslave de Macédoine a été réglé au début de 1999. Au printemps 2000, la ministre des Affaires étrangères de l'époque, Mme Nadeschda Michailova a qualifié d'« excellentes » les relations qu'entretenait son pays avec la Turquie, la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Après 1989, le processus de réforme a évolué irrégulièrement et plus lentement que dans la République tchèque, en Hongrie ou en Pologne. Sous des gouvernements successifs conduits ou soutenus par le parti socialiste, les réformes économiques ont traîné pendant la plus grande partie des années 90, ce qui s'est traduit par une détérioration de la situation dans ce domaine. Cependant, après l'élection présidentielle de 1996 et les élections législatives de 1997, les réformes politique et économique ont repris du poil de la bête, tendance qui devrait se confirmer après la victoire de l'ex-roi Siméon II aux élections législatives du 17 juin 2001. Même si, selon le rapport annuel du département d'Etat américain sur les droits de l'homme (1999), l'appareil judiciaire continue à se débattre contre la corruption et connaît des problèmes de personnel et de structures, la Commission européenne a estimé que la Bulgarie satisfait aux critères énoncés dans la déclaration de Copenhague, en 1993 (critères selon lesquels un pays candidat doit démontrer que « ses institutions connaissent une stabilité propre à garantir la démocratie, la primauté du droit, les droits de l'homme ainsi que les droits et la protection des minorités »). Le rapport de la Commission sur la Bulgarie pour 2000 indique que la réforme judiciaire avance dans la lutte contre la corruption. Le rapport observe également qu'il a eu des avancées dans la direction de l'économie de marché.

Après des années de stagnation et de déclin, l'économie a affiché des résultats impressionnants, ces derniers temps, en partie grâce au soutien du Fonds monétaire internationale et d'autres institutions financières. En 2000, le gouvernement a inclus au nombre de ses objectifs économiques prioritaires la croissance, la stabilité macroéconomique et l'emploi. Le produit intérieur brut a gagné environ 5% en 2000 et devrait progresser de 5% supplémentaire en 2001.

En 2000, les forces militaires d'active bulgares comptaient approximativement 68 000 hommes, dont 30 000 appelés. Les réserves se composent de quelques 160 000 hommes. Le budget de la défense a diminué pendant les années 90 mais il a recommencé à augmenter en 1999 et celui de 2001 atteint 536 millions de dollars, soit environ 3,5% du produit intérieur. Il devrait atteindre 3,7% en 2002 et 2003. Sur la base d'une étude américano-bulgare, la Bulgarie a adopté, en octobre 1999, le « Plan 2004 », lequel prévoit de ramener à plus ou moins 43 000 hommes l'effectif des forces d'ici à 2004, soit la moitié de sa taille de 1999. A la suite d'une visite du Secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, en octobre 2000, le gouvernement envisagerait d'accélérer de rythme des réformes, et une révision serait prévue au début de l'automne 2001. Parallèlement, un programme à long- terme « Programme 2015 » est en cours d'élaboration qui insistera sur la modernisation et l'acquisition d'équipements.

Le contrôle démocratique des forces armées est garanti par la Constitution et la législation et il est dûment exercé par le Parlement et l'exécutif. Le président de la République est le commandant suprême des forces armées et, depuis 1991, le ministère de la Défense est dirigé par un civil. Depuis 1998, toute une série de documents fondamentaux sur la sécurité et la défense ont été rédigés, dont le concept de sécurité de 1998 et la doctrine militaire de 1999. Le Premier ministre soumet chaque année au Parlement un rapport sur la situation de la sécurité nationale et sur l'état de la défense et des forces armées. Un comité interministériel sur l'intégration à l'OTAN a été mis en place en 1997. Il est coprésidé par les ministres des Affaires étrangères et de la Défense. La Bulgarie a participé à de nombreux exercices d'entraînement du Partenariat pour la paix. Elle détache un petit peloton de transport auprès de la SFOR et un petit peloton du génie auprès de la KFOR. Pendant la guerre du Kosovo, elle a autorisé l'OTAN à traverser librement son espace aérien, en dépit de l'existence, sur la scène intérieure, d'un mouvement d'opposition à l'intervention alliée. Le gouvernement a également permis aux troupes de l'OTAN de traverser son territoire aux fins de déploiement des forces de maintien de la paix de la KFOR. L'OTAN lui a accordé des garanties de sécurité d'une ampleur limitée pendant le conflit et s'est félicitée, avec ses pays membres, du soutien que les autorités bulgares ont apporté à sa campagne aérienne (*Allied Force*) durant les opérations. En mars 2001, la Bulgarie a conclu avec l'OTAN un accord relatif au passage des forces alliées et du personnel de l'OTAN sur son territoire, accord qui faciliterait l'utilisation de celui-ci dans le cadre d'opérations conduites par l'OTAN.

La Bulgarie apporte son soutien à de nombreuses initiatives régionales sur le plan de la sécurité, quand elle n'en prend pas la tête. Elle adhère au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Elle apporte également une contribution à la Force multinationale de paix pour l'Europe du Sud-Est (à laquelle participent sept pays de la région- l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Italie, l'ex République yougoslave de Macédoine, la Roumanie et la Turquie) et en abrite le quartier général¹⁴. »

Il faut ajouter encore un évènement très important : la ratification le 19 février 1999 par le Parlement bulgare de la Convention- cadre pour la protection des minorités nationales. Cet acte significatif prouve encore une fois la détermination de la Bulgarie à conduire une politique moderne et efficace pour consolider de l'unité nationale et réaliser ses priorités stratégiques.

2.2.1.2. LA REALISATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LA BULGARIE POUR L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE APRES LE 11 SEPTEMBRE 2001

Après les attentats terroristes le 11 septembre 2001 à New York, la Bulgarie a immédiatement manifeste la volonté de s'inclure dans la coalition mondiale antiterroriste. A la fin de l'année passée en Bulgarie à proximité de la ville de Bourgas sur la côte de la Mer Noire, fonctionnait une base militaire temporaire américaine où une unité logistique (effectif 240 hommes) accomplissait des tâches de ravitaillement des avions participant à l'opération en Afghanistan. Depuis la mi-février 2002, la Bulgarie participe directement à cette dernière avec une unité logistique. Simultanément une compagnie de l'Armée bulgare remplit la tâche de garder l'état-major de la SFOR dans la base « Boutmir » à Sarajevo.

Il est bien évident que ces activités affirment d'une manière catégorique la bonne volonté et les efforts majeurs de la Bulgarie pour répondre à toutes les exigences liées à l'intégration euro-atlantique.

Sur fond de conflits sérieux dans les Balkans, la Bulgarie est entourée de silence. M. Bertrand Renouvin dit dans son article « Un miracle occulté » « Les motifs du silence qui entoure la Bulgarie sont faciles à deviner. Pas de participation aux récents conflits balkaniques, dans ce pays qui jouxte la Serbie et la Macédoine. Pas de guerre civile, alors qu'il existe au sein du peuple bulgare une forte composante turcophone et

¹⁴ Le rapport de la politique sous-commission sur l'Europe centrale et orientale de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN « L'élargissement de l'OTAN » présenté en octobre 2001 auprès le Secrétariat international par le rapporteur Bert Koenders des Pays Bas(www.naa.be/publications/comrep/2001/au-214-f).

musulmane. Pas de crise institutionnelle malgré le conflit qui devrait logiquement éclater entre un Premier ministre qui affirme être roi, et un président de la République issu de la gauche. Double légitimité, double pouvoir, opposition idéologique : ces dialectiques engendrent habituellement un coup d'Etat et une révolution. Et pourtant, Sofia est la plus paisible de toutes les capitales balkaniques. Cela tient à la sagesse des autorités bulgares qui surent préserver leur pays des conséquences de l' éclatement de la Yougoslavie¹⁵. »

Sans aucun doute, le fondement fort de l'activité entière de la Bulgarie pour l'intégration euro-atlantique donne de bonnes perspectives au pays pour l'avenir. Cette activité comprend de nombreux éléments de caractère matériel et spirituel. La réussite des efforts de toutes les institutions de l'Etat et de la population pour parvenir aux buts de l'intégration est une des priorités les plus importantes du gouvernement bulgare.

2.3. L'IMPACT DU PROCESSUS DE L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE SUR L'EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE. ESSAI DE PERSPECTIVES

2.3.1. L'IMPACT DU PROCESSUS DE L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE SUR L'EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE.

La nouvelle situation dans laquelle s'est trouvée la société bulgare après le début des changements démocratiques a permis de donner un nouveau sens à de nombreux processus et perspectives liés à tous les domaines de la vie. Ils concernent l'histoire bulgare, le développement de la société contemporaine et plus particulièrement les relations ethniques et le déroulement des relations internationales qui sont parmi ceux qui focalisent l'intérêt le plus important. Il existe des facteurs positifs favorisant l'élaboration d'une nouvelle vision de l'évolution des idéaux nationaux, de la culture nationale et de l'identité nationale dans une perspective à long terme et à court délai. Parmi eux, se distinguent le nouveau système économique tel que le marché libre, l'élargissement d'échange des hommes, des idées et des valeurs culturelles avec les pays de l'Europe occidentale, la situation favorable pour respecter les lois et particulièrement les droits de l'Homme. Il est nécessaire de remarquer qu'il existe également des facteurs liés à la vision mentionnée et influant négativement sur l'opinion

¹⁵ RENOUVIN Bertrand, « Un miracle occulté », *Le Figaro*, N° I7885, 9 février.

publique : les difficultés résultant du transition-le chômage, la pauvreté, la baisse du niveau de vie. Le dynamisme du développement des processus sociaux dans les pays en transition est très important. Cette situation impose une grande souplesse dans la gestion du pays, des institutions étatiques et de la société dans son intégralité. Cela concerne la nécessité d'actualiser la vision des idéaux nationaux, de la culture nationale et de l'identité nationale. Logiquement, l'identité nationale est une sorte de maillon de cohérence entre tous les hommes dans le cadre du pays et de la nation dans son ensemble pendant la réalisation de l'intégration euro-atlantique. La Bulgarie est un exemple typique de manifestation des particularités mises en évidence.

Le premier grand avantage lié à l'évolution de l'identité bulgare après le début des changements démocratiques en Bulgarie est la possibilité de faire connaissance avec les valeurs européennes et d'enrichir avec elles son système de valeurs. Immédiatement après le début des changements dans le pays, a été lancée une thèse selon laquelle « l'invasion de la culture occidentale a amené rapidement l'effacement de la culture nationale et de l'identité nationale ». Cette thèse avait au début une quantité importante d'adeptes. L'explication de ce phénomène repose au minimum sur trois raisons. Premièrement, cette thèse correspondre parfaitement à la thèse de l'idéologie communiste du temps de la Guerre froide selon laquelle dans les conditions de lutte entre les deux grands systèmes mondiaux-le socialisme et l'impérialisme-la population bulgare doit être isolée de la culture occidentale qui est décadente. Seules étaient acceptable les œuvres culturelle dont les auteurs sont liés aux idées communistes comme par exemple Pablo Picasso, Berthold Brecht, Bernard Show etc. Les dimensions de l'identité nationale devaient correspondre avec les buts de la lutte contre l'impérialisme , c'est à dire être soumis à l'internationalisme socialiste qui domine sur le caractère nationale. La période courte de la démocratie bulgare favorise son partage plutôt par des homme âgés. Deuxièmement, la nostalgie d'une partie très importante de la population en faveur du passé récent. Pour eux, il était plus important d'avoir l'assurance de disposer d'assez de moyens pour vivre plutôt que de se soucier de la limitation des droits d'Homme et de l'injustice existant dans la société. Troisièmement, la diffusion dans le pays d'œuvres de la culture occidentale de faible valeur. Bien entendu l'ambiance du pluralisme réfute a priori les arguments des partisans de la thèse mentionnée d'autant plus que l'objectif principal est de récolter des dividendes politiques. Naturellement les succès remportés dans les différents domaines par le gouvernement influent positivement sur l'opinion publique. Ainsi sont créées des conditions favorables au soutien de la population qui est absolument nécessaire à la

réussite des réformes qui ont un prix élevé pour la grande majorité de la population. Le processus de l'intégration euro-atlantique suppose une évolution de l'identité nationale bulgare. L'élément le plus important en est l'enrichissement par les valeurs démocratiques qui correspondent parfaitement aux traditions culturelles et historiques du peuple bulgare. Il faut souligner que le développement du pays-nation vers le pays civil est un processus objectif et durable. Il est évident que la spécificité nationale bulgare doit être sauvegardée. C'est à cette seule condition que son potentiel spirituel pourra être utilisé de manière efficace en vue d'améliorer l'ambiance dans laquelle se développera l'intégration euro-atlantique de la Bulgarie. De bons fondements se sont construits dans cette sphère de la vie de la société et de la personnalité. Un consensus existe entre les institutions suprêmes de l'Etat et les principaux partis politiques concernant l'évolution de l'identité nationale et particulièrement tous ces éléments. Le niveau de maturité des relations sociales n'est pas encore à son meilleur niveau car plusieurs ressources existantes ne sont pas utilisées.

2.3.2. ESSAI DE PROSPECTIVES

Quelles sont les perspectives ?

Bien évidemment l'objectif doit être l'évolution de l'identité nationale au moyen de l'enrichissement de son contenu par le biais des valeurs démocratiques des pays de l'Europe occidentale. Simultanément, la Bulgarie devra sauvegarder sa spécificité et son caractère national. Pour y parvenir les institutions étatiques (le ministère de l'éducation, le ministère de la culture, le Ministère de la défense, l'Etat-major général de l'Armée bulgare et les autres institutions nationale) devront chercher les moyens et les formes à donner à l'éducation de l'esprit patriotique chez la population bulgare, particulièrement chez les jeunes générations. Malgré les difficultés économiques, le gouvernement devra investir des moyens financiers pour aider à la diffusion des chefs d'œuvres de la littérature classique bulgare et des pays de la zone euro- atlantique. Ceci concerne également les autres catégories de culture. Les relations entre les institutions bulgares et celles des pays occidentaux et des organismes internationaux accéléreront constamment. Tout ceci favorisera l'amélioration des conditions de l'intégration euro-atlantique de la Bulgarie. Les rapports ethniques dans le pays continueront à se développer sur la base de normes juridiques et morales de la communauté démocratiques. Le processus d'évolution de l'identité nationale bulgare amènera

l'enrichissement de son contenu et du sentiment national du peuple. En conséquence, le consensus autour de l'idée de l'intégration euro-atlantique se renforcera. Naturellement, ce modèle idéal d'évolution de l'identité nationale dépend de la capacité d'adaptation de l'économie de pays et des bonnes relations sociales entre les différents groupes de la société. La transformation de l'Etat nation en Etat civil amènera des changements dans toutes les sphères de la vie. Leur caractère sera déterminé par les spécificités historiques et nationales. Ainsi, le rôle de l'identité nationale augmentera. L'harmonie entre les éléments nationaux et les éléments communs d'une part et entre la spécificité nationale et l'universalité des valeurs acceptées par la majorité du peuple bulgare d'autre part sont des caractéristiques qui permettent d'envisager de bonnes perspectives pour le pays et pour la société.

CONCLUSION

La création des nations est un processus long et complexe. Un des ciments les plus importants de la cohésion est le sentiment d'appartenance à la nation et le respect de l'héritage du patrimoine commun et indivisible. La formation des nations dépend de l'état de l'économie et des comportements sociaux. Le développement de l'Europe à la fin du XVIII-e et à l'aube de XIX-e siècle a favorisé l'accélération de la construction des nations. En conséquence, ce processus s'effectue d'abord dans les pays les plus développés et ensuite dans les autres. Historiquement, les relations entre les pays européens sont fortes et constructives grâce à quoi leur interdépendance est très importante depuis le début. L'identité nationale comme substitution idéal détermine l'attachement des individus à une nation. Logiquement la formation de chaque nation et donc de l'identité nationale de sa population est spécifique et unique.

La Bulgarie est un pays européen situé dans la région balkanique. Son histoire ancienne et riche en grandes personnalités et en comportement héroïque de la population est un excellent exemple de la formation de la nation grâce à la lutte pour l'indépendance nationale, au développement de la culture nationale et au maintien de relations inter-ethniques parfaites.

Pendant des années, l'identité nationale bulgare a formé son originalité sur les piliers fondamentaux suivants : la spécificité de la création et du développement de la nation bulgare, le caractère mono national de la société et les traditions démocratiques de la société bulgare.

Malgré les difficultés liées aux défis historiques, la nation et le peuple bulgare ont réussi à sauvegarder leurs valeurs et leur vision du développement. Cela s'est démontré d'une manière catégorique après la chute du régime communiste. Le nouveau choix stratégique de la Bulgarie, notamment l'intégration euro-atlantique, a été déterminé au début de l'année 1997 après une crise sérieuse dans le pays. Néanmoins le soutien de la population a augmenté constamment. Il est nécessaire de souligner que dans ces conditions, l'identité nationale joue un rôle considérable pour la réalisation des objectifs historiques du pays. L'élargissement des deux organisations les plus importantes du monde démocratique - l'Union européenne et l'OTAN -, en tant que processus objectif, marque les tendances et les perspectives principales du développement des sociétés modernes.

Il existe des possibilités d'assurer l'évolution de l'identité nationale bulgare en enrichissant des composantes présentes dans les systèmes de valeurs démocratiques

occidentaux. La réalisation de ces dernières empêchera la marginalisation et l'effacement de la Bulgarie comme nation. Bien évidemment c'est un défi pour toutes les institutions du pays et pour la totalité du peuple. Un défi dont la réalisation est une nécessité historique pour la réussite des réformes bulgare qui doivent mener le pays sur la route d'un futur digne d'elle et de son peuple méritant.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- ANCEL Jacques, *Peuples et nation des Balkans : Géographie politique*, C.T.H.S., Paris, 1992-Réimpression 1995.
- BERTHU George, *Europe : Démocratie ou super -Etat*, Paris ; O.E.I.L. F.-X. de Guibbert, 2000.
- CASTELLAN Georges, *Histoire des Balkans XIV-XX siècle*, Paris ; Fayard, 1991.
- CASTELLAN Georges, *Le monde des Balkans*, Paris ; Vuibert (Thématique Histoire), mai 1994.
- COLSON Bruno, *Europe : Repenser les alliances*, Paris ; Economica, 1995.
- CROISAT Maurice, QUERMONNE Jean-Louis, *L'Europe et le fédéralisme Contribution à l'émergence d'un fédéralisme intergouvernemental*, Paris ; Montchrestien, E.J.A. 1999.
- DITCHEV Ivaylo, « La Bulgarie », in BERNARD Antonia, *Les Balkans, paysage après la bataille*, Bruxelles ; Complexe, 1996.
- DRESSLER Wanda « Europe : Etats, identités et territoires entre globalisation et cyberspace », *Les nouveaux repères de l'identité collective en Europe*, Paris ; L'Harmattan, 1999.
- GELLNER Ernest, *Nation et nationalisme*, Paris, Payot & Ravages, 1999.
- KASTORYANO Riva (Sous la direction de), *Quelle identité pour l'Europe. Le multiculturalisme à l'épreuve*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1998.
- KOENDERS Bert (Rapporteur) *Le rapport de la politique sous- commission sur l'Europe centrale et orientale de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN « L'élargissement de l'OTAN » octobre 2001* (www.naa.be/publications/comrep/2001/au-214-f)
- LE GLOANNEC Anne-Marie (Sous la direction de), *Entre union et nation. L'Etat en Europe*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1998.
- PLASSERAUD Yves, *L'identité*, Paris, Montchrestien, 2000.
- RENAN Ernest, « *Qu'est-ce qu'une nation ?* », dans *Ouvres complètes*, Paris, Calmann- Lèvy, 1947 (édition établie par Henriette Psichari), tome I, section « Discours et conférences »

- THIESSE ANNE-MARIE, *La création des identités nationales, Europe XVIII-XX siècle*, Paris, Edition du Seuil, 1999.
- VAN GENNER Arnold, *Traité comparatif des nationalités*, Paris, Payot, 1922.
- *ENCYCLOPEDIE BORDAS, VOLUME V HAFID-LIS*, Paris, SGED, 1994.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- HASSNER Pierre, « *Bayon Nationalisme and Internationalisme : Ethnicity and World Order* » Londres, Survival, 2^{te} 1993.
- LÔFGREN Orvar, « *The Nationalisation of Culture* » dans « *National Culture as Process* », Londres ; Ethnologica Europea, XIX, I, 1989.
- PUTNAM Robert D. *Making Democracy Work : Civic Tradition in Modern Italy*, Prinston, Prinston University Press, 1993.
- *Integration and Disintegration in Contemporary Europe*, European studies 1, Institut de sciences politiques de l'Académie hongroise des sciences, Budapest, 1993.

ARTICLES DE REVUES ET JOURNAUX EN FRANÇAIS

- BAROUCH Emmy, « Etat- nation et démocratie multiethnique. Les tâtonnements du « modèle bulgare », *Le monde diplomatique*, mai 2001. (www.monde-diplomatique.fr/2001/05/BAROUH/15112)
- RAGARU Nadège, « Le prisme bulgare » *Politique internationale*, N°87-printemps 2000.
- RENOUVIN Bertrand, « Un miracle occulté », *Le Figaro*, N°17885, 9 février 2002.

ARTICLE DE REVUE EN ANGLAIS

- GAZDAG Ferenc, « Does the West understand and Eastern Europe ? », *NATO REVIEW*, 6, 1992.

ARTICLE DE JOURNAL BULGARE

- POPOV Borislav, Le recensement de la population. Quelques déductions. *Monitor*, 4 octobre 2001. (zone168.com/neus.4.10.2001_1004&topic=politics_story).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
<u>1. L'ORIGINALITE DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE</u>	4
<u>1.1. LA NATION ET L'IDENTITE NATIONALE COMME PHENOMENES FONDAMENTAUX DE LA SOCIETE HUMAINE</u>	4
1.1.1. LA CONSTRUCTION DES NATIONS MODERNES	4
<i>1.1.1.1. L'IDEE DE LA FORMATION DE LA NATION</i>	4
<i>1.1.1.2. L'EXISTENCE DE LA NATION- PLEBISCITE DES TOUS LES JOURS</i>	5
<i>1.1.1.3. LA FORMATION DES NATIONS ET LA MODERNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE</i>	6
1.1.2. LA NATION – EMANENCE SUPERIEURE DE L'INTERÊT COLLECTIF	7
1.1.3. L'IDENTITE PERSONNELLE DES INDIVIDUS ET L' IDENTITE NATIONALE DE L'ENSEMBLE	8
<i>1.1.3.1. L'IDENTITE AU SENS PSYCHOLOGIQUE</i>	8
<i>1.1.3.2. « QUE SUIS- JE ? » OU UNE IDENTITE DOUBLE</i>	9
<u>1.2. L'IDENTITE EUROPEENNE-NOUVEAU PHENOMENE DE L'EUROPE CONTEMPORAINE</u>	10
1.2.1. L'IDEE DE L'IDENTITE EUROPEENNE	10
1.2.2. LA MONDIALISATION ET L'IDENTITE NATIONALE	12
1.1.3. CREATION ET EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE. ORIGINALITE DE L'IDENTITE NATIONALE BULGARE	14
<i>1.1.3.1. CREATION ET DEVELOPPEMENT DE L'ETAT BULGARE JUSQ'A LA LIBERATION DU JOUG OTOMANE</i>	14
<i>1.1.3.2. FORMATION ET DEVELOPPEMENT DE LA NATION BULGARE</i>	15
<i>1.1.3.3. LIBERATION DE LA BULGARIE DU JOUG OTTOMAN</i>	20
<i>1.1.3.4. LE CARACTERE MONO NATIONAL DE LA SOCIETE BULGARE</i>	21
<i>1.1.3.5. LES TRADITIONS DEMOCRATIQUES DU PEUPLE BULGARE</i>	23

II. EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE	
BULGARE ET LE PROCESSUS DE	
L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE	24
2.1.1. LES DIMENSIONS ESSENTIELLES ET LES PERSPECTIVES DE	
L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE	25
2.1.1.1. LA MODERNISATION	25
2.1.1.2. LA DIMENSION ECONOMIQUE	26
2.1.1.3. DIMENSION POLITIQUE	27
2.1.1.4. DIMENSION SECURITAIRE	28
2.1.1.5. L'ETAPE CONTEMPORAINE DE L'INTEGRATION	
EURO-ATLANTIQUE	30
<u>2.2. L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE COMME</u>	
<u>CHOIX STRATEGIQUE DE LA BULGARIE</u>	32
2.2.1. EVOLUTION DE LA VISION DE L' INTEGRATION	
EURO-ATLANTIQUE DE LA BULGARIE	32
2.2.1.1. LA REALISATION DE LA STRATEGIE NATIONALE	
DE LA BULGARIE POUR L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE	
JUSQU'A 11 SEPTEMBRE 2001	32
2.2.1.2. LA REALISATION DE LA STRATEGIE NATIONALE	
DE LA BULGARIE POUR L'INTEGRATION EURO-ATLANTIQUE	
APRES LE 11 SEPTEMBRE 2001	35
<u>2.3. L'IMPACT DU PROCESSUS DE L'INTEGRATION EURO-</u>	
<u>ATLANTIQUE SUR L'EVOLUTION DE L'IDENTITE NATIONALE</u>	
<u>BULGARE. ESSAI DE PERSPECTIVES</u>	36
2.3.1. L'IMPACT DU PROCESSUS DE L'INTEGRATION	
EURO-ATLANTIQUE SUR L'EVOLUTION DE L'IDENTITE	
NATIONALE BULGARE.	36
2.3.2. ESSAI DE PROSPECTIVES	38
CONCLUSION	40
BIBLIOGRAPHIE	42